



## Les Français et le service public

Sondage ODOXA pour l'UNSA Fonction Publique



# Méthodologie



## Recueil

Enquête réalisée par Internet les 4 et 5 février 2026.



## Echantillon

Echantillon de 1 005 personnes représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.

*La représentativité de l'échantillon est assurée par la méthode des quotas appliqués aux variables suivantes :  
sexe, âge, niveau de diplôme et profession de l'interviewé après stratification par région et catégorie d'agglomération.*

# Précisions sur les marges d'erreur

Chaque sondage présente une incertitude statistique que l'on appelle marge d'erreur. Cette marge d'erreur signifie que le résultat d'un sondage se situe, avec un niveau de confiance de 95%, de part et d'autre de la valeur observée. La marge d'erreur dépend de la taille de l'échantillon ainsi que du pourcentage observé.

	Si le pourcentage observé est de ...					
Taille de l'Echantillon	5% ou 95%	10% ou 90%	20% ou 80%	30% ou 70%	40% ou 60%	50%
100	4,4	6,0	8,0	9,2	9,8	10,0
200	3,1	4,2	5,7	6,5	6,9	7,1
300	2,5	3,5	4,6	5,3	5,7	5,8
400	2,2	3,0	4,0	4,6	4,9	5,0
500	1,9	2,7	3,6	4,1	4,4	4,5
600	1,8	2,4	3,3	3,7	4,0	4,1
800	1,5	2,5	2,8	3,2	3,5	3,5
900	1,4	2,0	2,6	3,0	3,2	3,3
1 000	1,4	1,8	2,5	2,8	3,0	3,1
2 000	1,0	1,3	1,8	2,1	2,2	2,2
3000	0,8	1,1	1,4	1,6	1,8	1,8

Lecture du tableau : Dans un échantillon de 1000 personnes, si le pourcentage observé est de 20% la marge d'erreur est égale à 2,5 points : le pourcentage réel est donc compris dans l'intervalle [17,5 ; 22,5].

# Principaux enseignements

*Céline Bracq, directrice générale*

Les trois quarts des Français sont attachés au modèle français de service public  
*Mais ils s'alarment sur la détérioration de sa qualité*

- Les Français restent massivement attachés à leur service public : 74% se disent attachés au modèle français, dont 79% des salariés du public mais aussi 69% des salariés du privé.
- Cet attachement s'incarne dans l'image des femmes et des hommes qui le font vivre : 83% des Français ont une bonne opinion des agents de la fonction publique, soit cinq fois plus que ceux qui en ont une mauvaise (17%).
- Mais le diagnostic sur l'évolution est sévère : 65% estiment que la qualité des services publics se détériore, quand dix fois moins (6%) considèrent qu'elle s'améliore. 28% pense que cette qualité se maintient.
- 78% attribuent cette détérioration au manque de moyens et d'effectifs, contre 21% seulement qui mettent en cause les agents. Ce chiffre a bondi de 20 points depuis 2018 (58% à l'époque), signe que l'opinion identifie de plus en plus clairement un problème de ressources plutôt qu'un problème d'engagement.
- Les Français attendent de l'état une stratégie pour l'avenir : 81% souhaitent faire du service public un enjeu central pour les générations futures.

# Synthèse détaillée (1/3)

*Céline Bracq, directrice générale*

## Les trois quarts des Français sont attachés au modèle français de service public *Mais ils s'alarment sur la détérioration de sa qualité*

### 1) 74% des Français sont attachés au modèle français de service public

Dans un contexte politique marqué par des débats récurrents sur la réduction de la dépense publique, la maîtrise des effectifs et la réforme de l'État, le premier enseignement de ce sondage est clair et massif : 74% des Français déclarent être attachés au modèle français de service public. À l'inverse, 26% ne se disent pas attachés, l'attachement est donc près de trois fois supérieur au détachement.

Le soutien au modèle de service public n'est pas corporatiste : il est largement transversal. Certes, les salariés du secteur public sont les plus nombreux, 79%, à se dire attachés au modèle, mais près de 7 salariés du privé sur 10 (69%) partagent ce sentiment.

Cet attachement majoritaire ne relève donc pas d'un simple réflexe statutaire : il traduit une adhésion profonde au rôle du service public dans notre société.

### 2) 76% d'entre eux considèrent par ailleurs que le service public est un pilier du modèle républicain français

L'adhésion n'est pas seulement affective, elle est aussi institutionnelle et symbolique : 76% des Français considèrent que le service public constitue un pilier du modèle républicain français. Là encore, le rapport entre ceux qui partagent cette vision et ceux qui ne la partagent pas est supérieur à trois contre un (23% ne trouvent pas que le service public soit un pilier du modèle républicain).

Les salariés du secteur public sont 82% à considérer le service public comme un pilier républicain, mais les salariés du secteur privé le sont également à 68%.

### 3) 83% ont une bonne opinion des agents de la fonction publique

Le soutien ne porte pas seulement sur le service public mais sur les agents qui l'animent au quotidien. 83% des Français ont une bonne opinion des agents de la fonction publique vs 17% qui en ont une mauvaise. Les opinions positives sont donc cinq fois plus nombreuses que les opinions négatives.

Encore une fois, les salariés du secteur privé expriment de manière massive une bonne opinion, plus des trois quarts d'entre eux ayant une bonne image des agents publics (76%).

# Synthèse détaillée (2/3)

*Céline Bracq, directrice générale*

4) Mais 65% des Français considèrent que la qualité des services publics a tendance à se détériorer (28% « se maintenir », 6% « s'améliorer »)

Si les Français aiment leurs services publics ainsi que les hommes et les femmes qui les composent, ils se montrent très critiques sur leur évolution. 65% des Français estiment que la qualité des services publics a tendance à se détériorer, quand 28% considèrent qu'elle se maintient et seulement 6% qu'elle s'améliore. Les Français sont donc plus de dix fois plus nombreux à parler de détérioration plutôt que d'amélioration.

Cette perception est particulièrement forte chez ceux qui observent de longue date l'évolution des services publics : les 65 ans et plus sont 76% à constater une détérioration. Elle est également plus marquée en zone rurale, où 71% expriment ce sentiment. Enfin, elle est majoritaire aussi bien chez les salariés du public (66%) que chez ceux du privé (60%) : la critique est donc partagée, y compris par les agents eux-mêmes.

5) 78% estiment que la détérioration est liée au manque de moyens et d'effectifs contre 21% qui pointent le fait que les agents font moins d'efforts et sont moins compétents qu'auparavant

L'analyse des causes est déterminante. Parmi ceux qui constatent une détérioration, 78% estiment qu'elle s'explique par un manque de moyens et d'effectifs, contre 21% qui l'attribuent au fait que les agents feraient moins d'efforts ou seraient moins compétents qu'auparavant. Ainsi, la défiance vise beaucoup moins les femmes et les hommes du service public que les conditions dans lesquelles ils exercent leurs missions.

Et l'évolution est spectaculaire : en 2018, 58% des Français estimaient que si la qualité des services publics se détériorait, c'était avant tout à cause d'un manque de moyens et d'effectifs. La proportion a donc augmenté de 20 points en huit ans, signe que l'opinion a de plus en plus tendance à attribuer les dysfonctionnements à un problème de ressources et d'organisation, plutôt qu'à un problème d'engagement ou de compétence des agents.

6) 62% conseilleraient à un jeune en début de carrière de travailler dans le secteur public, mais les plus jeunes sont circonspects, ils ne sont que la moitié à le dire (49%)

Malgré le diagnostic critique sur l'évolution de la qualité, 62% des Français conseilleraient toujours à un jeune en début de carrière de travailler dans le secteur public, contre 37% qui ne le feraient pas. La recommandation demeure donc majoritaire.

Mais le clivage générationnel est très marqué. Parmi les plus jeunes, seuls 49% conseilleraient cette orientation, soit seulement près d'un sur deux. Le service public est donc massivement soutenu en principe, mais son attractivité perçue par les jeunes générations apparaît fragile.

# Synthèse détaillée (3/3)

*Céline Bracq, directrice générale*

7) Face aux défis actuels, les Français considèrent qu'il faut moderniser et réinvestir dans les services publics pour les adapter aux besoins de demain.

Face aux défis actuels (on peut penser aux défis démographiques, numériques et territoriaux), 67% des Français estiment que la priorité de l'État doit être de moderniser et de réinvestir dans les services publics pour les adapter aux besoins de demain. À l'inverse, 17% souhaitent les maintenir en l'état et 15% réduire leur nombre pour faire des économies. La logique d'investissement l'emporte donc de plus de 50 points sur la logique de réduction et/ou de désinvestissement.

Les salariés du secteur public sont 71% à soutenir cette orientation, mais dans le privé aussi le renforcement l'emporte sur la contraction : les salariés soutiennent l'investissement à 61%.

8) 81% pensent qu'il faut faire du service public un enjeu central pour les générations à venir

L'opinion dessine une attente claire : préserver, renforcer et transmettre des services publics renforcés à nos enfants.

81% des Français estiment d'ailleurs qu'il faut faire du service public un enjeu central pour les générations à venir. Là encore, plus des trois quarts des salariés du privé soutiennent la centralité du service public pour l'avenir. Les plus âgés sont les plus nombreux à penser que cet enjeu est essentiel (87%), mais soulignons que les plus jeunes le pensent aussi très largement (75%)

*Céline Bracq, directrice générale*

# Attachement au modèle français de service public

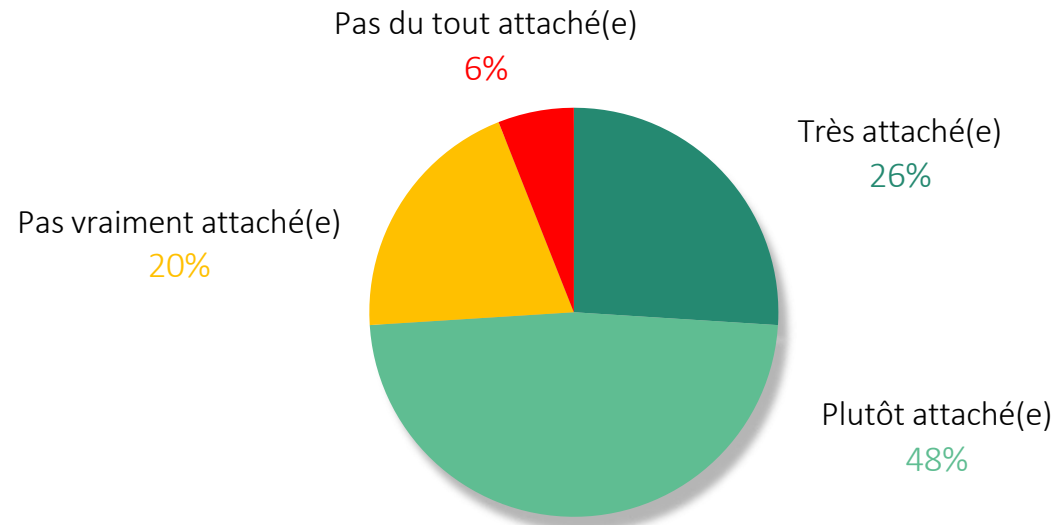


Diriez-vous que vous êtes attaché(e) au modèle français de service public ?

% Pas attaché(e) : 26%

% Attaché(e) : 74%

Salariés du secteur public : 79%  
Salariés du secteur privé : 69%



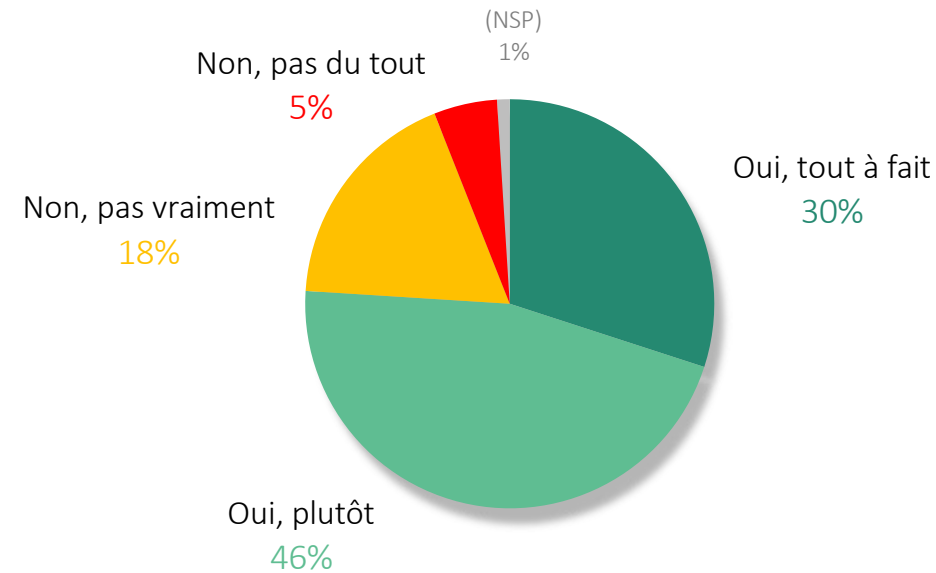
# Le service public : un pilier du modèle républicain ?



Selon vous, le service public est-il un pilier du modèle républicain français ?

% Non : 23%

% Oui : 76%



Salariés du secteur public : 82%  
Salariés du secteur privé : 68%

# Image des agents de la fonction publique

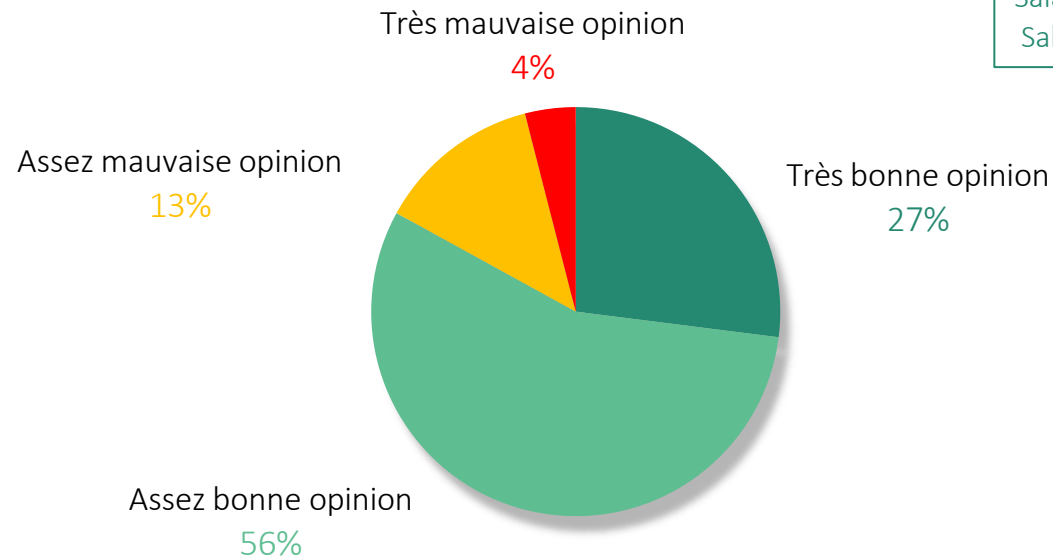


Avez-vous une très bonne, assez bonne, assez mauvaise ou très mauvaise opinion des agents de la fonction publique (enseignants, policiers, infirmières, secrétaires de mairie, pompiers, etc.) ?

% Mauvaise opinion : 17%

% Bonne opinion : 83%

Salariés du secteur public : 91%  
Salariés du secteur privé : 76%



# Perception de l'évolution de la qualité des services publics



Depuis ces dernières années, avez-vous le sentiment que la qualité du service proposé par les services publics a plutôt tendance à s'améliorer, à se maintenir ou à se détériorer ?

A se détériorer

65%

A se maintenir

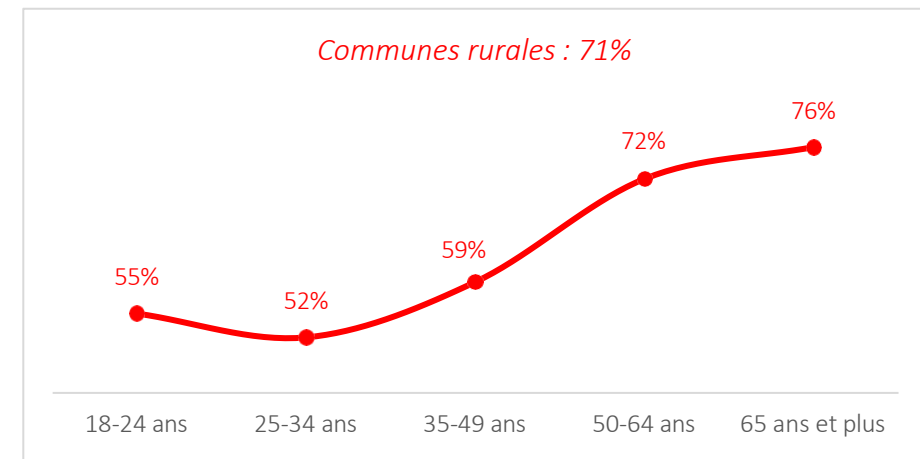
28%

A s'améliorer

6%

(NSP)

1%



# Raison de la détérioration de la qualité des services publics

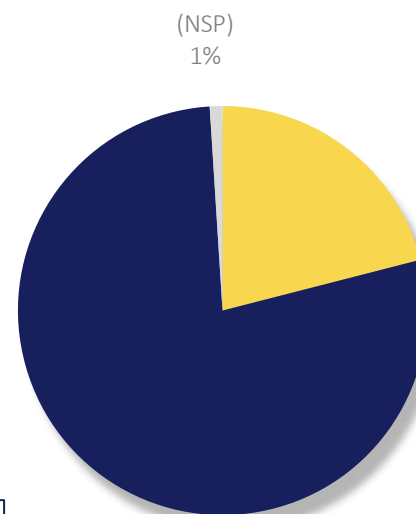


*Aux Français estimant que la qualité des services publics se détériore*

Et avez-vous le sentiment que cette détérioration s'explique avant tout parce que les agents font moins d'efforts et sont moins compétents qu'avant, ou bien est-ce plutôt parce qu'ils manquent de moyens et d'effectifs pour mener à bien leurs missions ?

C'est parce que les services publics manquent de moyens et d'effectifs  
**78%**

Salariés du secteur public : 85%  
Salariés du secteur privé : 78%



C'est parce que les agents font moins d'efforts et sont moins compétents qu'auparavant  
**21%**

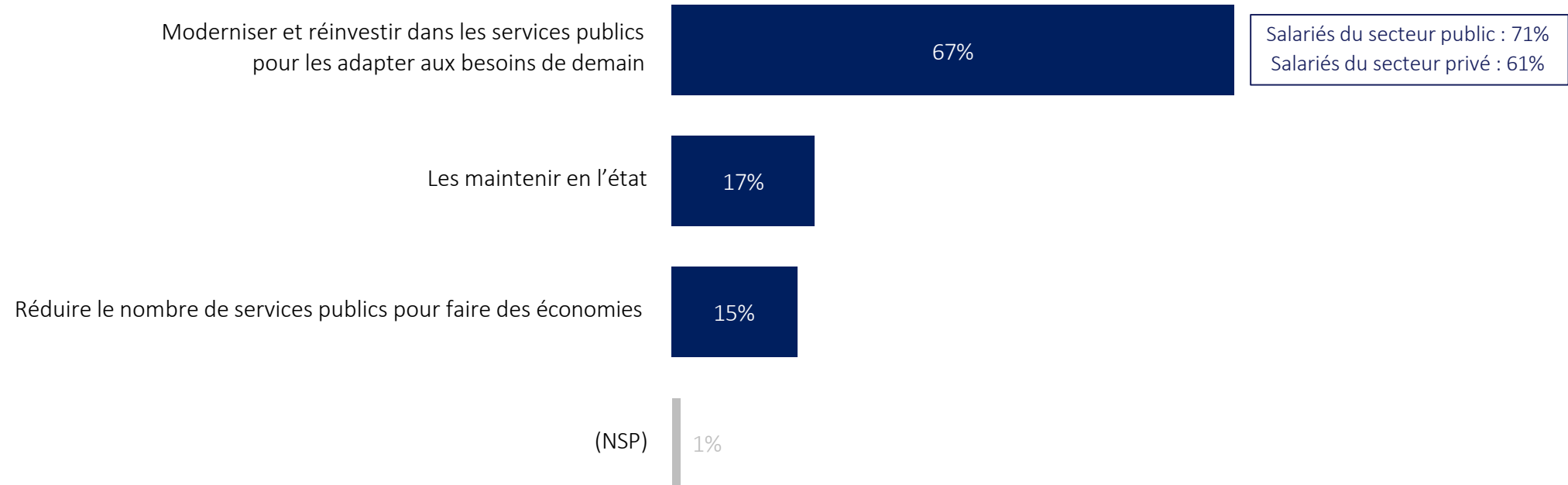
+ 20 pts en 8 ans

En 2018\*, 58% des Français qui estimaient que la qualité des services publics se détériorait l'expliquaient par un manque de moyens et d'effectifs  
contre 42% qui l'expliquaient par le manque d'efforts et de compétences des agents

# Quelle devrait être la priorité de l'Etat à l'égard des services publics ?



Face aux défis actuels, quelle devrait être la priorité de l'Etat à l'égard des services publics ?



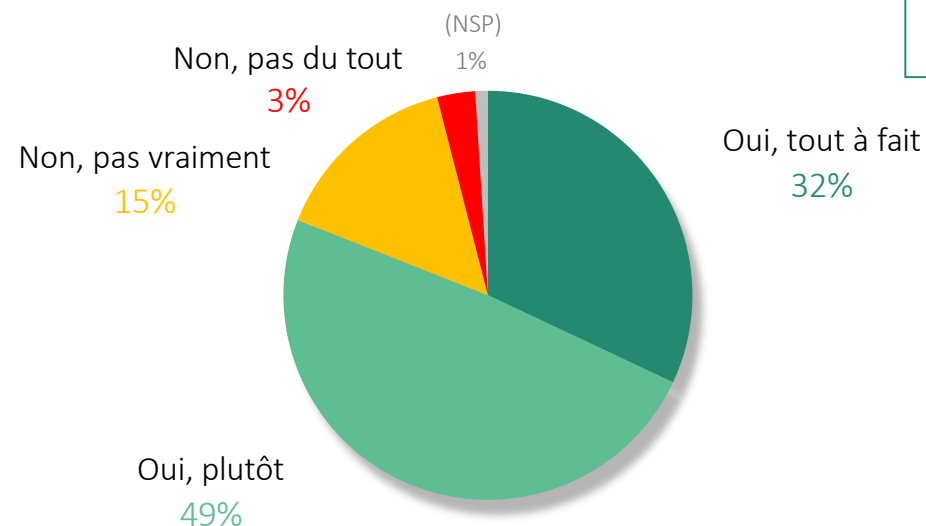
# Le service public doit-il être un enjeu central pour les générations à venir ?



Pensez-vous qu'il faille faire du service public un enjeu central pour les générations à venir ?

% Non : 18%

% Oui : 81%



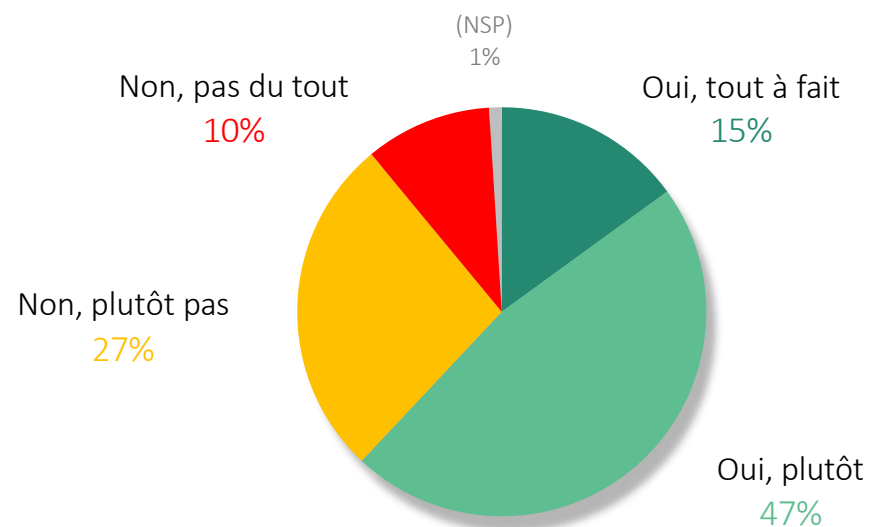
# Perception de l'intérêt du service public pour les jeunes en début de carrière



Aujourd'hui, conseilleriez-vous à un jeune en début de carrière de travailler dans le secteur public ?

% Non : 37%

% Oui : 62%



65 ans et plus : 69%

18-24 ans : 49%

Salariés du secteur public : 60%

Salariés du secteur privé : 61%